



Programme Master of Science in Management

CONCOURS D'ENTRÉE PAR ADMISSION SUR TITRE FRANÇAIS

DISSERTATION

8 juillet 2009

Sujet :

L'Euroscepticisme serait-il une valeur en hausse ? Condamnerait-il la construction européenne ?

Recommandations :

Comme point de départ, vous disposez des textes ci-joints pour élaborer votre dissertation.

Les différentes étapes sont demandées :

1. L'épreuve consiste en la synthèse des documents fournis.
2. Elle demande en outre une réelle confrontation entre les différentes opinions et analyses proposées par les articles.
3. Elle demande l'expression indispensable de votre point de vue personnel.
4. Il est conseillé de soigner le plan et l'articulation des différentes parties afin de mettre en évidence le cheminement de votre raisonnement.

N.B. :

- La dissertation devra être précise et concise. Elle ne devrait pas excéder **4 pages**, les dépassements ne pouvant se justifier que par une qualité exceptionnelle.
- La note tiendra compte de la présentation, du style, de la correction de la langue et de l'orthographe.
- Il n'est fait usage d'aucun document autre que ceux distribués ni de matériel électronique.

Les Echos

L'enquête

L'euroscpticisme, valeur à la hausse dans l'Union

Daniel Bastien

25 mai 2009

Alors que les élections européennes auront lieu du 5 au 7 juin, seul un électeur sur trois devrait se déplacer jusqu'au bureau de vote. Et, bien que 53 % des Européens soutiennent l'Union, l'euroscpticisme gagne du terrain. Cela pour plusieurs raisons, allant du déficit démocratique à la crainte de la globalisation.

Lettonie, Hongrie, Royaume-Uni et Autriche se classent en tête des pays où la résistance à l'Europe est la plus marquée.

Les europhiles retiennent leur souffle. Début février, seul un électeur sur trois était sûr de participer aux élections européennes, selon l'enquête Eurobaromètre de printemps, et à moins de deux semaines du scrutin, le tableau n'est guère plus reluisant : avec ici et là des pays résistant à l'Europe et qui n'ont pas leur drapeau dans leur poche, comme l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Hongrie ou la Lettonie, une présidence tchèque à problème, et des « non » retentissants aux référendums sur le Traité constitutionnel, on a l'impression que l'Union européenne a organisé un grand « concours de beauté » eurosceptique... Les caricatures que furent la Thatcher du « I want my money back », les europhobes frères Kaczynski de Pologne ou l'extrême droite lepéniste en guerre contre les fameux « euristocrates » sont certes passés de mode. Mais l'euroscpticisme n'est pas mort. Il est devenu plus subtil. Et varié.

Un phénomène bien perceptible

De nombreux clignotants sont au rouge. « L'euroscpticisme est sensible un peu partout », reconnaissent même des responsables européens à Bruxelles. Et la crise économique n'arrangera rien. Les politologues font le compte des signaux négatifs : double « non » de pays fondateurs de l'Union (France et Pays-Bas), plus celui de l'Irlande, aux derniers traités institutionnels ; montée des protestataires aux dernières élections européennes ; recul prudent des classes politiques, qui préfèrent désormais cacher leur europhilie ; mauvaise image de l'euro... La liste est longue. Les traditionnels Eurobaromètres de la Commission européenne, qui mesurent d'année en année le sentiment européen au sein des Etats membres, ont eux-mêmes perçu un fléchissement en 2008, même si globalement 53 % des Européens soutiennent encore l'appartenance de leur pays à l'Union. « Dans chaque pays sont apparus des groupes moins en faveur de l'Europe, d'autres qui ont des doutes, ou qui sont carrément contre », observe Antonio Missiroli, directeur de recherche à l'European Policy Center à Bruxelles. « On constate une sorte de «britannisation» de l'Europe, car on cherche à s'en sortir seul », ironise de son côté Dominique Moïsi, de l'Ifri.

La nouveauté, c'est surtout l'expression politique structurée de l'euroscpticisme... qui n'est plus là où on

l'attendait. « Il y avait les eurosceptiques de toujours : les nationalistes, la droite et l'extrême droite. Aujourd'hui, on en trouve à gauche », relève Alain Dieckhoff, du Ceri-Sciences po. On avait Autodéfense en Pologne et le FPÖ en Autriche ; on a aussi maintenant Die Linke d'Oskar Lafontaine en Allemagne, ou même les gauches ou extrêmes gauches française, hollandaise, danoise et suédoise. Même les grands partis « main-stream », traditionnellement pro-européens, sont aujourd'hui sous la pression sceptique de la gauche et de la droite. Signe patent de ce recul : les visions fédéralistes de l'Europe se sont évanouies et l'« intergouvernemental » est devenu la norme, soulignent nombre d'observateurs. « Même le parti de François Mitterrand évite de parler d'Europe ! », résume Sebastian Kurpas, jusqu'à peu chercheur au Center for European Policy Studies à Bruxelles. Les eurosceptiques, eurocritiques, euroréalistes et autres souverainistes sont d'ailleurs bien présents au Parlement européen. Leurs troupes y nourrissent trois groupes parlementaires (Union pour l'Europe des nations, Indépendance Démocratie, Gauche unitaire européenne, 109 membres en tout), « mais on peut y ajouter les conservateurs britanniques, qui viennent même de décider de sortir du PPE, et l'extrême droite du groupe des non-inscrits », commente-t-on au Parlement.

Les lignes de l'euroscepticisme sont terriblement mouvantes et ne semblent pas prêtes de se stabiliser : « La France a évolué du «oui» à Maastricht au «non» à la Constitution européenne », rappelle Alain Dieckhoff. A l'inverse, « les eurosceptiques d'aujourd'hui peuvent devenir les eurosupporters de demain, comme les paysans polonais ! », se réjouissent les analystes politiques de la Commission.

Un classement difficile

On pourrait rapidement dessiner deux camps : pour la gauche, l'Europe, ce serait «pas assez de social !» ; pour la droite, souvent souverainiste, « pas assez de démocratie ! ». Mais ce serait grossier. « Les opinions sont aujourd'hui éclatées, elles ont gagné en finesse et en nuance. L'Europe est plus mûre et on n'en est plus au pour ou contre l'UE, mais pour ou contre des points précis », corrige Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire général du « think tank » Notre Europe. « C'est normal : au fur et à mesure que l'Union étend ses domaines d'action, elle suscite de nouvelles réactions », ajoute Justine Lacroix, de l'Université libre de Belgique. Un régal pour les populistes de tout poil... Au total, une carte de l'euroscepticisme serait « extraordinairement compliquée à dresser », estime Jean-Yves Camus, de l'Iris. Des gouvernements peuvent ainsi être europhiles et leurs électeurs eurosceptiques (ou l'inverse !), et des populistes de droite (Autriche, Flandre) et séparatistes (Catalogne, Pays basque)... pro-européens. Pour y voir un peu clair, on peut toutefois aujourd'hui isoler quatre grandes bonnes - ou mauvaises - raisons d'être eurosceptique.

Le déficit démocratique

Au commencement de l'Europe aurait existé un « consensus permissif ». Les Européens consentaient alors aux avancées d'une intégration de l'Union portée par ses élites : en apportant pacification et bien-être économique au sortir d'une guerre mondiale ravageuse, l'Union ne faisait pas question. Mais les choses se sont gâtées. Peu à peu, « la Commission européenne est apparue comme le 28e Etat, et non pas comme l'incarnation de la communauté et du bien public », explique Dominique Moïsi. Et elle a

empiété au passage sur la souveraineté chatouilleuse de certains. De son côté, le Parlement européen est jugé « pas assez fort », ajoute un chercheur. Manque enfin cruellement le fameux « espace public européen » - ce tissu constitué par de réels partis politiques ou médias européens - dont tout le monde parle, mais dont on ne voit jamais le début d'un commencement. A l'arrivée, « la voix des citoyens européens n'est pas entendue », et le déficit démocratique apparaît patent. C'est notamment l'avis des souverainistes et eurosceptiques libéraux, comme les Britanniques ou les Tchèques, ou même les nouveaux Etats membres venus de l'Est, qui ont souvent l'impression d'être passés d'un pouvoir bureaucratique à un autre.

Le manque de visibilité

Toujours plus complexe et plus vaste, l'Europe inquiète, et la vision que les « politiques » nationaux en offrent ne contribue pas à sa visibilité. « Comment s'y retrouver entre les partisans d'une «Europe puissance» supranationale et plutôt fédéraliste défendue par l'Allemagne, le Benelux ou l'Espagne, une Europe fondée sur le partenariat entre nations, avancée par la France, une «Europe espace commercial» à caractère fédéral, soutenue par l'Italie et les pays scandinaves, ou considérée comme un simple partenariat libéral (Grande-Bretagne, Europe centrale) », s'interrogent nombre d'experts. Sans compter les pays membres qui n'hésitent pas à faire « cavalier seul » : République tchèque et pays Baltes négociant directement la question des visas avec les Etats-Unis ; Prague et Varsovie prêts à accueillir une défense américaine antimissile sans consulter l'UE ; Allemagne discutant directement avec Moscou des approvisionnements gaziers ; Londres se ralliant à Washington dans la guerre avec l'Irak ; Paris faisant son affaire de l'Union pour la Méditerranée... Autre complication, les citoyens voient souvent les institutions européennes à travers le prisme de leur propre gouvernement ! : « A l'exception de la Grande-Bretagne, plus un pays est sûr de lui, comme l'Espagne, plus il se sent européen », note un diplomate. Des pays traditionnellement très europhiles, comme l'Italie et les Pays-Bas, ont ainsi commencé à douter de l'Europe quand ils se sont défiés de leur exécutif. Les résultats des élections ou référendums européens, à forte composante nationale, sont autant d'avatars de ces dérives.

La critique économique

La crise a certes calmé les récriminations. Mais quel consommateur européen n'a pas tempêté contre la vie chère due à l'euro ? Ou quel chef d'entreprise n'a pas ragé contre le niveau des taux d'intérêt de la BCE ? L'intrusion de l'UE dans la vie quotidienne est désormais patente. « La nouveauté, c'est que l'Union s'est engagée dans des politiques redistributives qui créent des gagnants et des perdants », rappelle Gaëtane Ricard-Nihoul. « Pour les Européens, les avantages de l'Europe sont très dispersés, et les inconvénients très personnels », ajoute Sebastian Kurpas. Un phénomène très perceptible à l'Est, où la conscience de la faille géographique entre l'ancienne et la nouvelle Europe et des inégalités grandissantes dans les pays eux-mêmes provoquent des sursauts populistes. Avec pour tous une notion diffuse de la « subsidiarité », comme le note le géopoliticien Michel Foucher : c'est l'Etat qui reste le plus efficace en économie et fait office de parapluie en cas de crise, alors que l'Europe est, elle, performante en matière de R&D, sécurité et développement.

La mondialisation en question

« Derrière l'euroscpticisme, il n'y a pas tant la crainte de l'Union européenne que de la globalisation », estime Jean-Yves Camus. Les altermondialistes voient même en elle un « échantillon » de cette globalisation, et dans la Commission son « cheval de Troie ». Elle expliquerait notamment le passage en France du « oui » à Maastricht au « non » à la Constitution. « On est de plus en plus contre tout ce qui n'est pas local et contrôlable », ajoute Antonio Missiroli.

L'euroscpticisme condamne-t-il pour autant l'Europe ? Au contraire, estiment certains. « Critiquer l'UE est un acte citoyen ! Il montre que le projet européen se banalise », explique, optimiste, Renaud Dehousse, de Sciences po Paris. « Ce n'est pas une pathologie, mais l'expression de la démocratie », ajoute Catharina Sørensen, du Danish Institute for International Studies.

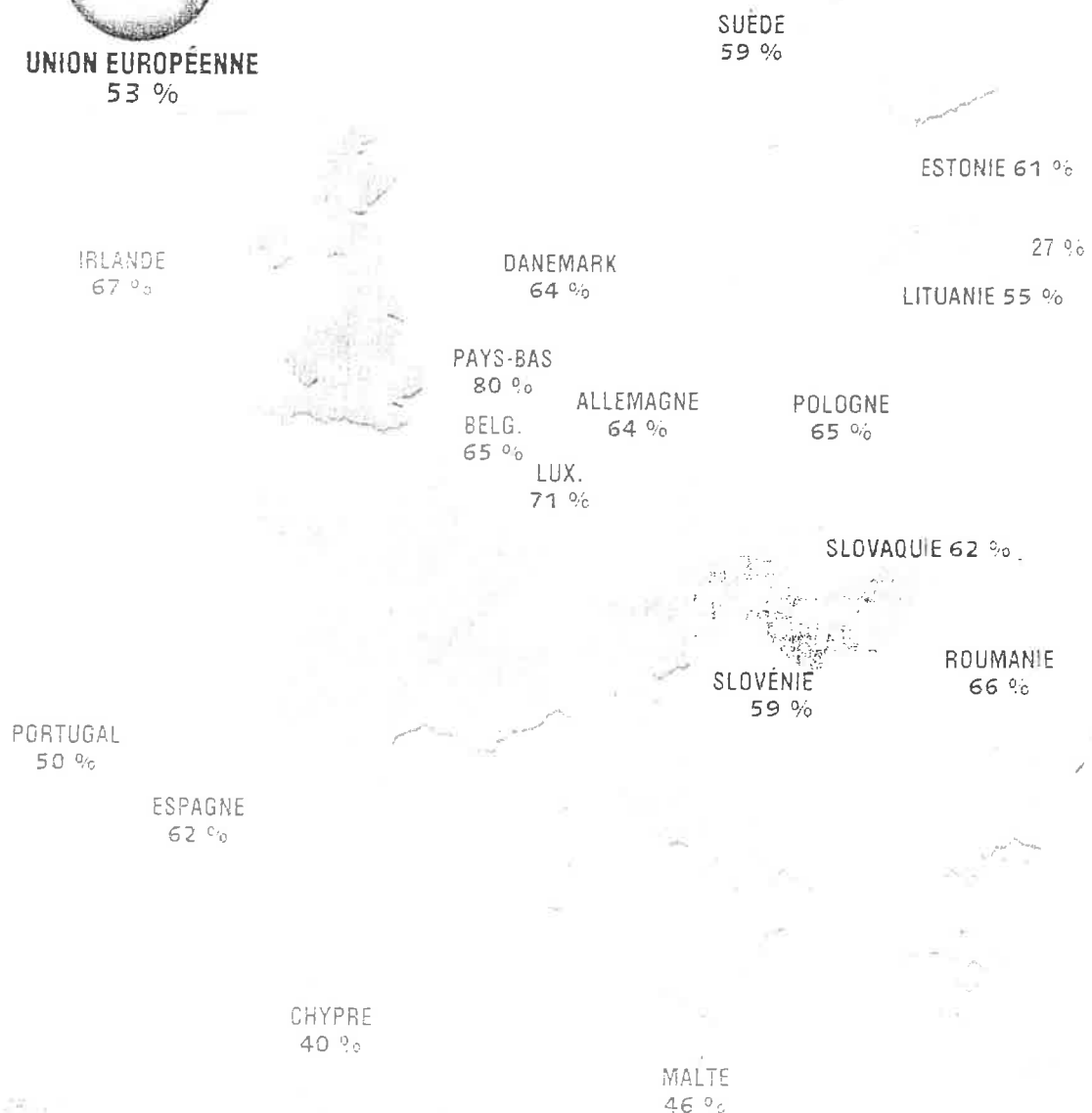
Les Echos

lundi 25 mai 2009

Une Union qui suscite de moins en moins d'adhésion

D'une façon générale, pensez-vous que le fait de faire partie de l'Union européenne est une bonne chose ?

Réponse : oui



Union e. Hongrie, Roumanie et Autriche se classent en tête des pays où la résistance à l'Europe est la plus marquée.

Le Figaro

Les raisons variées de l'euroscpticisme

Dominique Reynié

18 mai 2009

L'opinion européenne combine des logiques sociales et des logiques nationales. Certaines singularités sont parfois frappantes. Lorsque l'on cherche les pays dont l'opinion nationale se distingue fortement de l'opinion européenne moyenne, on se retrouve presque toujours face à des Britanniques. Ce n'est pas une légende. À la question : « Personnellement, diriez-vous que dans le contexte général de la mondialisation, l'Union européenne constitue pour vous une chance ou une menace ? », ils ne sont que 22 % à répondre « une chance », pour 56 % en moyenne européenne. La grande majorité des Britanniques interrogés répondent « ni l'un ni l'autre » (56 %), soit 36 points au-dessus de la moyenne...

Irlandais et Britanniques aux antipodes

On pensera peut-être à l'esprit insulaire, mais notre enquête montre que l'explication géographique ne peut suffire. En effet, si moins d'un quart des Britanniques considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union comme une chance, les trois quarts des Irlandais voisins (72 %) expriment leur satisfaction de faire partie des Vingt-Sept. Irlandais et Britanniques se situent donc, sur cette question, aux deux bords opposés. De même, 58 % des Irlandais se déclarent intéressés par les élections européennes pour 42 % seulement des Britanniques.

Deux pays voisins, et qui, hier encore, n'en formaient qu'un, peuvent porter un regard très différent sur leur appartenance à l'Union : 67 % des Tchèques mais seulement 45 % des Slovaques considèrent que leur appartenance à l'Union est une chance. Les réponses des Européens de l'ancien bloc communiste divergent d'ailleurs suivant les pays. Comme les Tchèques, les Estoniens (67 %), les Slovènes (60 %), les Polonais (55 %) et les Bulgares (55 %) se situent dans la moyenne européenne (56 %) en jugeant que leur appartenance à l'Union est une chance. Comme chez les Slovaques, l'enthousiasme est moins grand chez les Roumains (50 %), les Lettons (47 %), les Litvaniens (44 %) et les Hongrois (41 %).

Ces résultats reflètent une conjoncture économique singulièrement difficile. C'est aussi pourquoi ces Européens sont plus disposés à voter pour des candidats qui proposeront d'augmenter les dépenses de l'Union en faveur de la « croissance économique » : pour une moyenne de 31 %, cette option atteint 40 %

pour les Estoniens, 42 % pour les Slovaques, 45 % pour les Polonais, 51 % pour les Lettons, 54 % pour les Lituaniens et les Roumains, 55 % pour les Bulgares ou 63 % pour les Hongrois.

De même, si un quart des Européens (27 %) jugent qu'un candidat leur donnerait envie de voter pour lui en proposant d'augmenter en priorité les dépenses de l'Union dans le domaine des affaires sociales et de l'emploi, cette opinion atteint un niveau plus élevé parmi les Polonais (31 %), les Estoniens (36 %), les Lettons (37 %), les Bulgares (39 %), les Hongrois (40 %) ou les Slovaques (47 %). Si les logiques sociales se combinent avec des logiques nationales, l'histoire se combine aussi avec la géographie.

Le Figaro

Ce que les jeunes demandent à l'Europe

Dominique Reynié

18 mai 2009

Des jeunes Français sur le Champ-de-Mars, lors de la Journée de la fête de l'Europe, le 9 mai à Paris.
La catégorie des 18-24 ans est celle qui est la plus attachée à l'Europe, mais c'est aussi celle qui manifeste le moins d'intérêt pour le scrutin du 7 juin.

Si les jeunes Européens (18-24 ans) s'abstiennent davantage que leurs aînés, ils affichent pourtant un attachement à l'Union bien plus marqué : 65 % d'entre eux considèrent que, dans le contexte de la globalisation, l'Union est une chance, soit 9 points au-dessus de la moyenne (56 %). Chez les étudiants, l'Europe fait un triomphe (72 %). En même temps, seuls quatre jeunes citoyens sur dix semblent concernés par les élections de juin (40 %), une écrasante majorité (58 %) affichant son désintérêt envers le scrutin.

Celui-ci ne doit pas être analysé comme un désintérêt pour l'Union dont les jeunes Européens attendent beaucoup. Leur demande est d'abord pragmatique, voire utilitariste : 47 % d'entre eux se disent prêts à soutenir un candidat qui proposerait d'augmenter en priorité les dépenses des 27 dans les secteurs de l'éducation et de la formation. Ce chiffre atteint même 53 % chez les étudiants. Viennent ensuite la croissance économique (28 %), les affaires sociales et l'emploi (28 %) et enfin la santé publique (25 %).

Protection de l'environnement

L'accroissement des efforts dans la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement occupent également une place importante (28 %) parmi les attentes des nouvelles générations. Invités à choisir, pour rester à budget constant, les domaines dans lesquels ils accepteraient une diminution des efforts de l'Union, les jeunes citent prioritairement les domaines de la défense et de la sécurité (35 %) mais aussi l'aide aux pays voisins de l'Union et aux candidats à l'adhésion (33 %).

À la question «par quels moyens préféreriez-vous être informés pendant la campagne pour les élections européennes», près de la moitié d'entre eux citent Internet (46 % et 48 % des étudiants) pour 28 % en moyenne de l'Union. Conséquemment, ils sont aussi plus nombreux à considérer que le meilleur moyen de faire entendre son opinion est de s'exprimer sur des blogs ou des forums (17 %). Ce résultat confirme que les jeunes citoyens délaissent de plus en plus l'espace audiovisuel d'information, d'échange et de discussion pour investir l'espace électronique. Les politiques européens devront accélérer leur adaptation, encore bien trop timide, s'ils veulent avoir quelque chance d'être entendus par les plus

jeunes de leurs concitoyens. De l'intérêt à l'acte de voter, le chemin est cependant encore long. Convaincre les nouvelles générations sera d'autant moins facile que celles-ci affichent un relatif désintérêt pour la pratique électorale. Seuls 40 % considèrent le vote comme le meilleur moyen de faire entendre leur opinion, tandis que 19 % désignent la manifestation (22 % parmi les seuls étudiants).

Pour le moins, d'ici au 7 juin, les candidats devront faire preuve de sérieux et d'imagination pour intéresser et convaincre ce jeune électorat. Les partis politiques ne pourront pas compter sur la notoriété de leurs candidats : seuls 5 % des jeunes s'y déclarent sensibles. En revanche, un quart d'entre eux citent l'expérience dans les questions européennes (25 %) et la garantie de s'occuper à temps plein des fonctions de député européen (24 %) comme les éléments les plus à même de les inciter à voter en faveur d'un candidat.

Le Monde

A Peugeot-Sochaux : "L'Europe, c'est vers le bas qu'elle nous tire !"

Sochaux (Doubs) Envoyé spécial

Jean-Pierre Tenoux

25 mai 09

Evoquer les élections européennes ? Quelle drôle d'idée ! *"A l'usine, on n'en parle pas, la plupart s'en foutent et beaucoup ne savent plus pour qui voter après avoir essayé Le Pen, le PCF et Sarkozy, lâche Alain Beauté, 51 ans, ouvrier P3, syndiqué à la CGT. Ceux qui étaient contre le traité constitutionnel, et je peux vous dire qu'on était nombreux chez les techniciens et les ouvriers, ont aussi vu comment leur vote a été contourné par la suite, alors bonjour l'abstention ! Je me demande qui serait capable de vous dire la date du scrutin ou les noms des têtes de listes. Les copains ont d'autres soucis."*

L'usine. Le centre de production de PSA à Sochaux (Doubs). *"La Peuge"*, comme on la surnomme encore dans cette région industrielle du nord-est de la Franche-Comté, malmenée par la crise. Avec affection et nostalgie, sans trop s'attarder sur ses dénominations successives. Quelle importance si la marque Citroën est désormais accolée à Peugeot aux divers frontons du site, *"du moment qu'on a du boulot..."*

Sochaux, à l'époque de la *"grande fierté"*, fin des années 1970, c'était 42 000 salariés. *"On faisait tout"*, se souvient Pascal Meyer, 53 ans, cheveux longs et tee-shirt noir. Aujourd'hui, ce retoucheur qualité, *"trente-cinq ans d'ancienneté"*, sait que l'effectif n'est plus que de 12 000 personnes, *"seulement 7 000 à la production"*, glisse Bruno Lemerle, le délégué CGT.

Spectatrice sidérée des plans sociaux qui déciment sous-traitants et fournisseurs du pays de Montbéliard, la Peuge est inquiète. Grèves et colère des salariés de ces entreprises amies au bord du gouffre alourdissent encore le climat. Certes, la fabrication des 308 et du nouveau Crossover 3008 redonnent du baume au cœur des ouvriers du Lion. Le travail du samedi et la relance d'une petite équipe de nuit sont redevenus d'actualité après les semaines de chômage partiel d'octobre à février et le départ de centaines de *"précaires"*. Mais nul n'ignore que l'équilibre est fragile. Alors, *"si on ne parle pas des élections, on parle quand même de l'Europe et de la concurrence des usines automobiles de l'Est..."*, rectifie Alain Beauté. *"Le moral est un peu dans les godasses, on voit ce qui se passe chez Fiat et Opel, des constructeurs vont disparaître, confirme son épouse, Annick, 50 ans, elle aussi employée de fabrication. On nous met la pression en permanence. Il faut être compétitifs. Sinon on sait que ces usines de l'Est peuvent nous piquer notre boulot, que notre travail y sera délocalisé et qu'on se retrouvera comme des cons..."*

En Slovaquie ou en République tchèque, où Peugeot a investi, un salarié coûte environ 50 % moins cher, "autour de 700 mensuels contre 1 400 à 1 700 chez nous", note Bruno Lemerle. "A Sochaux, la moyenne d'âge est de 46 ans, là-bas ils sont plus jeunes, ont moins de maladies professionnelles et peuvent supporter des cadences élevées, complète Alain Beauté. En plus, c'est eux qui font les petits modèles, les 107 et les 207, qui profitent en priorité des primes à la casse. Mais, dans les années 1980 et 1990, à l'époque où Jacques Calvet dirigeait PSA, il ne faut pas oublier que c'est le succès de la 205 qui nous avait sauvés..."

"LE ROSÉ... J'HALLUCINE !"

Que Peugeot donne du travail à ces ouvriers "d'ailleurs", que le contribuable français participe au redressement de leurs pays via les fonds communautaires ne choquerait pas les salariés de Sochaux s'il ne s'agissait que de répondre à la demande locale. "Mais 90 % de la production tchèque est réimportée. C'est comme la Roumanie avec Dacia. On les paye pour qu'ils se développent chez eux, pas pour qu'ils viennent nous flinguer !" s'insurge Pascal Meyer. "On n'en serait pas là si l'Europe était d'abord sociale, si elle harmonisait la durée du travail et les salaires en les tirant vers le haut, estime Cécile Métais, 54 ans, dont trente-trois ans à la chaîne de montage. Seulement, c'est vers le bas qu'elle nous tire, l'Europe !"

Eux aimeraient que Bruxelles se penche sur les problèmes "de la vraie vie" plutôt que sur l'obtention d'un vin rosé par mélange de rouge et de blanc. "Le rosé... j'hallucine !", s'agace Annick Beauté. "J'en bois pas !", ricane Pascal Meyer. "Le débat sur l'adhésion de la Turquie n'est pas raciste, reprend Alain Beauté. Le fond du problème, c'est que les salariés refusent l'arrivée d'un pays à la main-d'œuvre encore moins chère."

Le pire, pensent-ils, est que "l'Europe entière a peur". La preuve ? En octobre 2008, la CGT a reçu des syndicats tchèques et slovaques du groupe. "Ils sont conscients d'être dans des usines tournevis, sans bureaux d'études, où l'on emploie des ouvriers peu qualifiés à faire du montage, donc des usines assez facilement déplaçables plus à l'Est si leurs salaires venaient à être jugés trop élevés", confie Bruno Lemerle.

S'ils conçoivent que l'Europe "apporte beaucoup à d'autres catégories plus favorisées", les ouvriers de la "Peuge" ne s'y reconnaîtront que si elle s'intéresse à eux "et pas au business", tranche Annick. "On la ressent comme une menace pour nos emplois, une nébuleuse qui organise la concurrence entre salariés, où le néfaste l'emporte sur le positif", dit Pascal Meyer. "Avec le programme Reach, elle a quand même réglementé l'usage des produits chimiques dangereux par les salariés de l'industrie automobile", glisse Bruno Lemerle. "Ouais...", admet Pascal Meyer, du bout des lèvres.

Jean-Pierre Tenoux

Courrier International

Vu de Bulgarie - Le Scepticisme, c'est bon pour les riches

Ivo Indjev

4 au 10 juin 2009

VU DE BULGARIE Le scepticisme, c'est bon pour les riches

La plupart des Bulgares ne savent certainement pas que le pays le plus occidental du continent est le Portugal. Tout comme la majorité des Portugais, à l'exception peut-être d'un certain José Manuel Durão Barroso, ignorent que la Bulgarie est le pays le plus européen de l'UE, dans la mesure où les Bulgares sont les plus euroenthousiastes de l'Union. L'ironie de l'histoire veut que ces deux pays ne sont en rien représentatifs ni de l'Occident ni de l'euroanéité. La confusion devient totale lorsqu'on y ajoute la contradiction suivante : les Bulgares, qui selon un récent sondage Eurobaromètre, sont les plus heureux de faire partie de l'Union, ne comptent pas aller massivement voter le 7 juin. Le taux de participation de notre pays risque même d'être inférieur à la moyenne européenne, soit au-dessous de 35 %. Dans le même temps, 44 % des sondés indiquent qu'ils considèrent ces élections comme "importantes" pour le pays. A croire que ces sondés ne considèrent pas la Bulgarie comme leur pays...

L'une des explications de cette passivité attendue est l'échaînement des élections européennes et nationales. Le vote du 7 juin est ainsi perçu comme un tour de chauffe, voire comme le premier tour des législatives [qui auront lieu en juillet]. Pourquoi, alors, s'user à aller voter ?

Mais pourquoi les Bulgares font-ils plus confiance à Bruxelles qu'à Sofia ? Mieux encore : pour la majorité des Bulgares, la surveillance exercée par Bruxelles sur leur gouvernement est perçue comme le seul mécanisme efficace de contrôle d'une élite politique corrompue qui ne craint ni les médias, ni l'opposition, ni la justice du pays. La seule sanction efficace, c'est l'arrêt des subventions européennes, soit autant de millions d'euros destinés à améliorer l'état du pays et... à enrichir les gouvernants.

La dernière contradiction tient au désaveu de la classe politique actuelle. Ceux qui font campagne pour les élections européennes sont, dans leur grande majorité, sélectionnés et adoués par les grands partis nationaux, ceux-là mêmes qui sont discrédités aux yeux de l'opinion. Et, pour finir, je soupçonne fortement que la source du scepticisme bulgare soit cette légendaire pauvreté matérielle, mère de tous les vices. Pourquoi se décarcasser pour envoyer à Strasbourg quelqu'un qui va gagner des dizaines de fois mon revenu mensuel ? se demande le Bulgare lambda.

Que faire ? Ma réponse est simple : pour ne pas sombrer dans un euroscepticisme précoce, il nous faut travailler à améliorer notre niveau de vie. Car cet euroscepticisme-là est une denrée de luxe, disponible uniquement dans des pays qui ont la conviction qu'ils peuvent se débrouiller seuls dans un monde soumis à la concurrence et à la mondialisation.

Ivo Indjev*, ivo.bg, Sofia

* Journaliste et auteur d'un blog politique très lu.

Revue Commentaires

L'Union européenne, l'Europe et ses valeurs ?

Olivier Mongin

26 septembre 2007

Cet entretien est paru initialement dans un supplément à la revue Esprit d'octobre 2003.

Olivier Mongin est directeur de la revue Esprit. Auteur d'une trilogie sur les passions démocratiques: la Peur du vide (Paris, Le Seuil, 1991), la Violence des images (Paris, Le Seuil, 1997) et la Force du rire (Paris, Le Seuil, 2002). A publié notamment sur la politique après la fin de la guerre froide: l'Après-1989. Les nouveaux langages du politique, Paris, Hachette Littératures, 1998. Une version abrégée de ce texte est parue dans Le Monde le 18 juin 2003.

Le calendrier de «l'élargissement», c'est-à-dire l'intégration de nouveaux entrants, a pris une avance de moins en moins rattrapable sur celui de «l'approfondissement», c'est-à-dire l'établissement de règles communes susceptibles de dynamiser les institutions. C'est un fait qui n'a pas fini de peser dramatiquement sur l'évolution de l'Union européenne. Alors que le sommet de Copenhague de décembre 2002 a rendu publique la liste des dix nouveaux membres qui seront admis en 2004 au sein de l'UE, une Convention pour l'avenir de l'Europe a publié au début de l'été, non sans de laborieux compromis, un projet de Constitution pour une Europe des Vingt-cinq, celle que la Conférence intergouvernementale devra discuter à partir de ce mois d'octobre 2003 et adopter à l'unanimité vers la fin de l'année 2003. Le texte devra ensuite être ratifié par chacun des États membres. Si la dynamique de l'élargissement est effective et ne suscite pas toujours «l'euroscpticisme» redouté – ce dont vient de témoigner le résultat du référendum sur l'adhésion de la Pologne –, le compromis issu du travail de la Convention est loin de symboliser un nouvel acte «inaugural» pour l'histoire de l'Union européenne. Les nouveaux entrants, mais aussi les Britanniques, ne sont pas prêts à accepter un certain nombre des options prises par la Convention. Prise entre la fuite en avant de l'élargissement et des conceptions antagonistes de l'approfondissement, l'UE ne pourra pas longtemps osciller entre des querelles de procédures et une inquiétude croissante face à des problèmes identitaires refoulés. Est-ce alors le signe d'un retour à une politique des États? Le penser revient à laisser croire que le projet fédéraliste, celui des pères fondateurs, continuait à être le moteur idéologique durant les années 1990 alors même qu'entre l'intergouvernementalité et un fédéralisme accompli, l'UE ne cesse de chercher, non sans donner l'impression d'errance, des issues historiques. Mais, de fait, l'Europe est interpellée¹.

Polémiques sur les valeurs

Les polémiques récentes qui ont divisé la «jeune» et la «vieille» Europe auront au moins eu le mérite d'attirer l'attention sur les valeurs sous-jacentes à «l'esprit européen». Les perspectives d'une adhésion de la Pologne ou de la Turquie, distinctes en termes de calendrier, ont par ailleurs suscité des réactions vives et passionnées sur la religion, les valeurs chrétiennes ou l'Islam. Si les valeurs chrétiennes sont de toute évidence considérées comme plus européennes dans le cas de la Pologne que les valeurs de l'Islam dans celui de la Turquie, les Polonais qui s'expriment, d'Adam Michnik à Czeslaw Milosz, se considèrent comme des «Européens» pour avoir contribué, du fait de l'action antitotalitaire de Solidarnosc, à la décomposition du bloc communiste et à la consolidation du projet européen. «L'Europe, affirme Bronislaw Geremek, nous y avons toujours été. Ce que nous rejoignons, c'est l'Union européenne.» Ainsi est distinguée la notion de «communauté européenne» et l'institution d'une Europe unifiée politiquement.

La volonté d'intégration d'un pays comme la Pologne (38 millions d'habitants) s'appuie donc sur la conviction qu'il est plus européen que d'autres en raison de son histoire et du combat antitotalitaire. Mais cette assurance historique s'accompagne d'un sentiment d'inquiétude, au demeurant légitime, vis-à-vis de l'alliance passée par la France et l'Allemagne avec la Russie de Poutine (Tchéchénie), et aussi d'un soutien sans fard aux États-Unis sur le plan de la sécurité internationale, dans une perspective atlantiste réactivée par les attentats du 11 septembre. Voilà donc des membres potentiels de l'Union pour qui l'identité européenne n'est pas synonyme de coupure avec les États-Unis et qui mettent prioritairement l'accent sur les problèmes de sécurité. Se considérant comme européenne, se voyant très vite davantage intégrée à l'UE que la Grande-Bretagne, la Pologne refuse de choisir entre l'UE ou les États-Unis. Mais cela ne va pas sans conséquences puisque le «futur» nouveau membre, tout comme l'Espagne, la Grande-Bretagne et d'autres pays, préfère une Europe modeste, c'est-à-dire sans projet politique, à une Europe politique portée par le club des grands, en l'occurrence par le noyau franco-allemand. Face à une Europe-puissance, celle qui correspond aux ambitions françaises et se présente comme un contrepoids aux États-Unis, ils revendiquent le projet plus modeste de «vivre ensemble dans la diversité».

Les différends entre la jeune et la vieille Europe

Posé en ces termes, le débat est piégé pour au moins deux raisons. Tout d'abord, à trop distinguer l'Europe des valeurs et l'UE, un pays très «européen» en vient à préconiser une UE faisant profil bas. Ensuite, les partisans d'une Europe-puissance ne peuvent se voiler la face et cacher une «impuissance de fait» en matière de sécurité internationale. Faut-il alors dissocier arbitrairement l'UE et les valeurs européennes ou bien reprendre à nouveaux frais la réflexion sur les valeurs en vue de dynamiser l'UE? Si c'est le cas, si celle-ci n'est pas un pis-aller, une manière de contourner le débat sur l'institution en formation, il est urgent d'accorder l'esprit européen et l'UE, de faire le lien entre des valeurs et les institutions européennes.

En effet, l'UE ne peut plus être portée par une histoire destinée à créer un espace géographique pacifié dans le contexte de l'après-1945, puis de celui de l'après-1989. Même si les nouveaux entrants font

chorus derrière une rhétorique américaine manichéiste aux accents trompeurs de guerre froide, ils rappellent aux Européens pacifiés que la question de la sécurité est prioritaire. Alors que l'UE s'apprête à accueillir des pays se présentant d'emblée comme «européens», elle est fragilisée par la nouvelle idéologie américaine qui s'est affirmée après le 11 septembre, mais aussi par le «retournement» du monde provoqué par la mondialisation. Comment échapper à une opposition suicidaire entre les alliés européens de l'Amérique et les partisans d'un noyau dur? Pour y parvenir, l'Union européenne devrait s'appuyer sur des valeurs propres, sur des valeurs historiques susceptibles de lui donner un rôle et un sens dans le contexte historique actuel. Encore faut-il s'accorder sur un partage des rôles, les tâches d'institution de la vie politique (préservation d'un modèle social) revenant aux cultures politiques spécifiques et aux États, les tâches de régulation (équilibre international et maintien de la paix) revenant à l'UE2.

Sortir de la guerre froide

Prendre ce parti permet de se démarquer à la fois d'un scénario trop marqué par la fin de la guerre froide, celui du début des années 1990, mais aussi d'un scénario strictement «procédural», celui-là même qui permet à des auteurs américains de considérer que l'Europe est un monde «sans histoire» qui n'en finit pas de «faire des histoires» à ceux qui prennent leur responsabilité à l'échelle mondiale, à savoir eux-mêmes.

Plutôt que de parler des valeurs «européennes» comme de supplément d'âme pouvant donner de la substance à une Europe «indéterminée» et «abstraite», plutôt que de dissocier le débat sur l'identité européenne et sur les valeurs de celui qui porte sur l'UE, il faut énoncer des valeurs européennes, en l'occurrence quelques-unes parmi beaucoup d'autres qu'il faudrait hiérarchiser entre elles. Bref, il n'est pas inutile d'énoncer des valeurs qui ont déjà leur histoire, afin de donner un sens historique nouveau à l'Union européenne. Si les valeurs propres à l'Europe antinazie et à l'Europe antistalinienne ont correspondu à des phases significatives de la formation de l'Union, si les valeurs issues de ces combats conservent tout leur sens, inscrire l'Union européenne dans l'histoire mondiale exige de promouvoir des valeurs spécifiques la distinguant de celles qu'impose de l'autre côté de l'Atlantique³ une stratégie néo-impériale de l'après-guerre froide. Au-delà des débats relatifs à la Convention, il n'est pas inutile de considérer des valeurs qui ont marqué l'histoire de l'Europe, entre autres celles de la tolérance, de la sécurité, de l'urbanité. *Il faut inscrire l'Union européenne dans l'Europe des valeurs pour répondre à la guerre des cultures, des identités et des religions qui est annoncée par certains, à la guerre idéologique et stratégique qui a cours depuis le 11 septembre 2001, et à la fragmentation spatiale du monde qui progresse sur le plan des territoires.*

Inscrire des valeurs dans l'histoire présente

Répondre à la guerre des identités et des religions qui s'annonce.

Ne l'oublions pas, le premier cosmopolitisme européen est indissociable de la guerre des religions qui a mis l'Europe à mal. Pour Stefan Zweig, Érasme témoigne d'un esprit de paix qui est la contrepartie de la violence de Luther. Mais l'un ne va pas sans l'autre: l'histoire de l'Europe se présente comme une

acclimatation progressive à la violence et à la confrontation des identités et des cultures. La civilisation des mœurs dont parle Norbert Elias correspond au passage lent et progressif d'une tolérance passive (*cujus regio, ejus religio*) à une tolérance active, celle d'une «anthropologie» considérant que la vérité humaine est partagée. Si cette valeur européenne n'a plus de sens, autant s'en convaincre sans tarder et s'aligner sur l'idéologie américaine.

Répondre au conflit stratégique qui a cours sur le plan des relations internationales.

Depuis le 11 septembre 2001 et plus encore depuis la guerre en Irak, les Européens vivent à l'heure du constat de l'impuissance de l'UE sur le plan militaire. D'où l'opposition violente clamée par beaucoup entre la Puissance américaine et une Europe réduite à l'esprit des droits de l'homme. Au-delà des affrontements récurrents sur l'Europe de la défense et l'émergence d'une politique étrangère commune, les nouveaux entrants rappellent l'Europe à la raison en soulignant son manque de puissance. Mais comment y répondre? Peut-on imaginer aujourd'hui la constitution d'une armée européenne susceptible d'éviter la guerre, celle qui n'a pas vu le jour au moment de la guerre en ex-Yougoslavie? Rien n'est moins sûr. Il faut donc se demander si l'UE ne devrait pas énoncer et mettre en œuvre une politique de sécurité qui ne soit pas réductible à la seule maîtrise de la puissance militaire. Contre la conception strictement armée de l'Amérique, contre l'idéologie de la guerre préventive, on aimerait entendre un discours européen articulé autour de cette interrogation. La sécurité est légitime, mais il existe plusieurs conceptions possibles d'une politique sécuritaire qui mériteraient d'être hiérarchisées entre elles. La sécurité passe aussi par une politique de développement à l'échelle planétaire, par une maîtrise de la santé, de l'éducation, de l'environnement, par une régulation de l'économie et un combat contre l'argent sale... autant de conditions du développement et d'une démocratie qui ne s'imposent pas par décret. Mais qu'a-t-on entendu depuis le 11 septembre dans la bouche des responsables de l'UE? Essentiellement une plainte sur nos faiblesses. Pourtant, Spinoza préconise la sécurité dans son *Traité politique* à la condition – ce qui le distingue de Hobbes – qu'elle soit assortie d'un projet politique, c'est-à-dire d'une espérance et d'une conception d'un Bien, c'est-à-dire de valeurs significatives qui donnent sens à un projet historique et évitent de donner raison à la seule peur.

Répondre à la fragmentation spatiale qui progresse.

Le 11 septembre n'a pas seulement cristallisé les changements en cours depuis le début des années 1990, cet «événement» a révélé ce qu'il en advenait de la planète et de la «grammaire des civilisations» (Braudel). Si la mondialisation actuelle, dont la globalisation économique ne représente que l'une des faces (la plus motrice avec les révolutions technologiques en cours), est un état de fait, elle va moins de pair avec une démocratisation de la planète qu'avec une fragmentation des territoires. Loin d'être un facteur d'unification, elle contribue à séparer les mondes. Lui répondre sur le plan des valeurs est un défi central car la fragmentation spatiale fragilise l'esprit urbain et aliène les «lieux» à la seule logique des flux. L'Europe, celle de Florence et de Machiavel, n'a-t-elle rien à nous dire, en termes de valeurs, à propos de la ville et de la dimension urbaine, qui sont inséparables de la conflictualité démocratique?

Les dissidents d'hier nous rappellent à l'idée d'une Europe qui ne devrait pas oublier que les menaces, la violence et la guerre ne se sont pas volatilisées miraculeusement. Pour eux, les valeurs de l'Europe ne se réduisent pas à un art des procédures, et les règles exigent des convictions. Seules des valeurs inscrites dans une histoire permettront de répliquer à une Amérique triomphante, c'est-à-dire de donner un sens historique aux valeurs européennes mais aussi à l'UE. L'élargissement de l'UE exige de répondre simultanément à ces deux questions: quelle Union? mais pour quelle Europe? Les différends entre la «jeune» et la «vieille» Europe devraient être l'occasion de commencer à y répondre car ni l'une, ni l'autre ne possèdent aujourd'hui la bonne réponse. En effet, comme l'a dit Pierre Hassner, Ni la sécurité collective ni l'équilibre multipolaire ne sont plus réalistes que l'Empire. La première fait abstraction de la prérogative ultime que se réservent tous les États, celle de l'emploi et de la force; le second néglige les inégalités de puissance et les oppositions ou les parentés politiques, sociales et idéologiques. La leçon du xxe siècle, pourtant, est assez claire: la solidarité entre démocraties libérales face aux tyrannies et aux fanatismes doit l'emporter sur les jeux abstraits de puissance. *Primo*, on ne remplace pas le Royaume-Uni par la Belgique quand il s'agit de défense. *Secundo*, même si l'on refuse de suivre les injonctions de Bush, on ne le remplace pas par le bourreau de la Tchétchénie et celui du Tibet⁴.

N'y a-t-il pas dans ces propos très politiques un certain respect des valeurs qui ont encore une signification pour l'Européen, une défense implicite de ces valeurs que le durcissement idéologique américain, tout comme le scénario multipolaire cher à Jacques Chirac, mettent en cause l'un et l'autre? Comme quoi des valeurs ne sont pas un supplément d'âme mais irriguent inéluctablement les décisions à venir concernant le futur de l'Europe... et du reste du monde.

Olivier Mongin

Philosophie Magazine

Les Français indifférents à l'Europe ?

Interview de Justine Lacroix, politologue

juin 2009

LES FRANÇAIS INDIFFÉRE

Ils vénèrent Jean Monnet, père fondateur de l'Union, le Traité européen, en 2005... avant d'élire un Président. Quant au scrutin à venir, il ne semble guère passionné. Ne s'intéressent pas à la communauté européenne ? C'est plutôt l'Europe qui, par nature, ne mobilise pas.



Professeure de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, Justine Lacroix est notamment l'auteure de *La Pensée française à l'épreuve de l'Europe* (Grasset, 2008) et de *L'Europe en procès. Quel patriotisme au-delà des nationalismes ?* (éditions du Cerf, 2004).

Philosophie magazine : Quels sont à vos yeux les enjeux des élections européennes ?

Justine Lacroix : Il semble que nous traversons une phase de désintérêt des Français pour la construction européenne. Néanmoins, il faut préciser que la politique européenne n'est pas de nature à susciter de forts enthousiasmes. Pour l'essentiel, et en l'état actuel des choses, l'Union européenne ne s'occupe pas de ce que les politologues appellent les « questions saillantes », c'est-à-dire qui concernent directement les citoyens, comme les impôts, l'école, la police, la sécurité, la redistribution sociale, les retraites... L'Union règle des problèmes importants, mais qui sont moins susceptibles de mobiliser directement des électeurs. Cependant, il faut savoir ce que l'on veut : pour que l'Europe soit plus « saillante », il faudrait qu'elle s'empare de domaines que nous ne sommes peut-être pas prêts à lui abandonner. D'autre part, il est très difficile aujourd'hui d'organiser de grands débats démocratiques à l'échelle de l'Europe ; le débat, y compris sur les questions européennes, a encore lieu principalement au niveau national. Rappelons-nous l'intensité des mobilisations en France au printemps 2005, autour du référendum sur la Constitution européenne : le rejet de ce traité a littéralement passionné les médias et les électeurs. Mais c'était un débat national sur l'Europe, tandis qu'il n'y a pas à l'heure actuelle de débat européen à proprement parler.

Les Français ont rejeté en 2005 le Traité sur la constitution européenne, mais ont accueilli plutôt favorablement l'activisme de Nicolas Sarkozy, au lendemain de son élection, en faveur du Traité européen simplifié. Comment interprétez-vous cette volte-face ?

Il y a en effet un paradoxe : personnellement, je n'ai pas très bien compris comment les Français avaient pu voter « non » de façon si claire et manifeste au projet de constitution européenne et ensuite accepter sans coup férir que le même texte – ou peu s'en faut – soit adopté par ratification parlementaire. Il est possible qu'un certain volontarisme français se soit reconnu dans la marche forcée de Nicolas Sarkozy. Cependant on a porté un mauvais coup à la démocratie européenne en procédant ainsi. Le procédé satisfait peut-être une certaine vanité française sur la scène européenne – le président

NATIONALISMES À L'EUROPE?

mais ont été les premiers à refuser par référendum ce qui l'a fait ratifier par voie parlementaire. Et les foules. Est-ce à dire que les Français ont refusé la politique européenne? Pour la politologue belge **Justine Lacroix**, les électeurs. PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE LACROIX

Nicolas Sarkozy arrive en sauveur –, mais la souveraineté populaire n'a pas été respectée, elle a même été bafouée de façon spectaculaire, et les effets risquent d'être désastreux sur le long terme; j'en parle d'autant plus librement que j'aurais voté « oui » le 29 mai 2005. Ce qui semble avoir fait plaisir aux Français en 2007, c'est le sentiment d'être à nouveau un moteur de l'Europe et d'avoir le choix. En 2005, ils avaient l'impression que leurs élites voulaient leur dicter leur vote. Ainsi, ils auront eu l'illusion de reprendre leur destin en main, même si cela s'est fait aux dépens des règles de la vie démocratique.

Comment les philosophes français contemporains se rapportent-ils au projet européen?

D'abord, il faut remarquer qu'on trouve très peu d'intellectuels français qui prônent ouvertement la création d'un État fédéral européen. En Allemagne, vous avez une très grande voix en faveur d'un État fédéral, celle du philosophe Jürgen Habermas – même si on a pu reprocher à son modèle d'être largement une projection de celui de l'ex-RFA. En l'absence d'un fort engouement des intellectuels français pour ce modèle supranational, d'autres positions me paraissent intéressantes. Ainsi, le philosophe Pierre Manent se fait clairement l'avocat du maintien des États-nations. Pour lui, hors de la nation, on sort du politique, c'est-à-dire du cadre dans lequel peut s'exercer la volonté du peuple. Pierre Manent semble envisager par conséquent l'Europe comme un dispositif de coopération entre des États-nations souverains. Il y a également la position que j'appellerai « transnationale », qui n'est ni en faveur de la construction d'un État supra-

“ EN FRANCE, TRÈS PEU D'INTELLECTUELS PRÔNENT LA CRÉATION D'UN ÉTAT FÉDÉRAL EUROPÉEN. ”

national ni pour le maintien strict des États-nations. Dans ce dernier camp, vous trouvez des philosophes comme Jean-Marc Ferry ou Étienne Balibar. Jean-Marc Ferry voit dans l'Europe la réalisation des principes du cosmopolitisme kantien, grâce à la libre circulation des personnes, l'ouverture des sphères publiques les unes sur les autres, etc. Plus radicale est la position d'Étienne Balibar: pour ce dernier, l'Europe devrait être un moyen de dissocier le vieux tandem de la nationalité et de la citoyenneté. Cela supposerait, notamment, de « dénationaliser les droits », autrement dit de permettre à toute personne résidant en Europe de bénéficier des acquis de la citoyenneté

européenne. D'après les textes des traités, en effet, un « citoyen européen » est un national d'un État membre – c'est cette restriction que refuse Balibar, qui propose d'envisager l'Europe comme un espace beaucoup plus ouvert, notamment vis-à-vis des sans-papiers et de l'immigration illégale.

Quels sont selon vous les aspects positifs des institutions européennes, dans leur état actuel?

À force de déplorer l'absence d'un vrai débat démocratique à l'échelle européenne, on sous-estime la manière dont l'Europe a fait progresser les droits des individus. Au-delà de l'Union européenne proprement dite, on peut penser à la Cour européenne des droits de l'homme, qui permet de faire condamner son propre État afin de faire respecter ses droits si on les estime bafoués. C'est une vraie révolution, on ne le dit pas assez. D'autre part, en tant que citoyens européens, on jouit de la quasi-totalité des droits réservés aux nationaux quand on se déplace et que l'on va vivre dans un autre État membre: droit de vote aux élections locales, protection sociale, accès à l'éducation, etc. C'est, là aussi, un acquis fondamental ■

